

NOUVEAUX PARTIS

Menasra cède aux injonctions du pouvoir

Le nouveau parti islamiste, créé à la suite de la scission du MSP par Abdelmadjid Menasra et ses partisans, sera agréé sous la simple appellation de Front du changement (FC).

L'utilisation du mot national pour devenir le Front du changement national (FCN) lui a été refusée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

«Ils ont le monopole même sur les lettres de l'alphabet», ironisait Menasra qui a présidé, hier à Boumerdès, la toute première rencontre organique publique des militants de ce nouveau parti.

Le département de l'Intérieur a constaté, semble-t-il, que l'appellation choisie par les frondeurs du MSP pouvait gêner le FLN de Belkhadem. En plus de cette injonction quant à la dénomination affectée à cette organisation politique en gestation, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia a exigé et obtenu le retrait de 4 noms de la liste des membres fondateurs, dont des députés, précise le numéro un du désormais FC qui a refusé de divulguer ces noms. C'est sur cette base politico-juridique que le FC sera autorisé à organiser son congrès national les 17 et 18 février 2012 à Alger.

«Au départ, le ministère de l'Intérieur a demandé le retrait de 6 noms de la liste des membres fondateurs». Après notre recours, 2

militants ont été réintégrés. Parmi les 4 noms barrés figuraient des députés. Je ne comprends pas pourquoi on leur a permis de devenir députés et on leur a refusé, en violation de la Constitution le droit de créer un parti politique», dira Menasra.

Il y a lieu de rappeler que le pouvoir en place s'inspirait de la loi portant réconciliation nationale, il refuse à certaines personnes politiquement ou organiquement impliquées dans les événements de la décennie noire le droit de candidature à des postes politiques ou celui de créer et de faire partie d'une organisation politique. Même si Menasra ne le dit pas, il est clair que les noms en question ont été barrés à cause de cette disposition.

Au plan politique, Menasra n'est pas satisfait des réformes politiques en cours car, selon lui, la majorité en place milite pour le statu quo. Le chef de ce nouveau front islamiste préconise d'abord une alliance de tous les partis politiques pour se défaire des partisans du statu quo – la majorité présidentielle – et imposer un changement attendu par la population, ensuite s'en suivront d'après



Abdelmadjid Menasra.

lui, les alliances des partis de mêmes familles politiques en vue de constituer une majorité parlementaire.

Contrôle des élections
par l'UE

S'agissant du contrôle des prochaines élections, Menasra rejoint l'idée du docteur Saïd Sadi, chef du RCD, qui exige une présence massive des contrôleurs de l'Union européenne et des associations crédibles et expérimentées.

«Nous refusons que les prochaines élections soient contrôlées par les éléments de la Ligue arabe qui ne voient rien de ce qui se passe en Syrie, ni ceux de l'Union africaine ou de l'ONU qui signeront pour des élections truquées. Nous demandons la pré-

sence en nombre des contrôleurs de l'Union européenne, des associations et des personnalités expérimentées et crédibles», dira Menasra, lors d'un point de presse qu'il a animé avant de présider la rencontre de militants. Il insiste, en outre, sur la liberté dont doivent jouir les partis politiques à contrô-

ler des préparatifs du processus électoral qui débute par le droit à la candidature en passant par la neutralité réelle des médias publics. Il reste réservé quant à la neutralité de la justice mais charge l'administration de tous les maux. La disponibilité et l'apurement des listes électorales sont pour le chef islamiste un gage de la transparence des élections prochaines.

Il y a, semble-t-il, trois millions d'électeurs abusivement inscrits. C'est des voix qui peuvent faire élire un président de la République. Les partis politiques qui ont des militants peuvent procéder aux vérifications de ces inscriptions», dira-t-il avant d'ajouter que, selon lui, le peuple ne se rendra pas aux urnes si les conditions de transparence ne sont pas réunies.

A. L.

ACCROCHAGE À ZEMMOURI
Un terroriste abattu

Dans la soirée de mercredi, les policiers en faction au barrage fixe, à la sortie sud de la ville de Zemmouri, ont essuyé des tirs à l'arme automatique. Nos sources indiquent qu'un policier a été légèrement blessé. Très rapidement, les forces de l'ordre se sont déployées à la recherche d'éventuels assaillants. A l'issue de cette poursuite, un terroriste aurait été abattu, indiquent nos sources. L'identité du terroriste n'a pas été pour l'heure révélée.

A. L.

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

L'Algérie en queue de peloton

L'Algérie «poursuit sa remontée dans le classement, passant de la 133^e position à la 122^e, du fait notamment de la diminution du nombre de procès contre les journalistes», a noté Reporters sans frontières (RSF) dans le rapport qu'il établit chaque année pour mesurer les violations de la liberté de la presse dans le monde.

L'Algérie compte néanmoins parmi les cancrs du monde à la faveur de ce classement qui compare le degré de la liberté dont les journalistes et les «net-citoyens» jouissent pour s'exprimer dans 178 pays.

Ainsi, et quoiqu'il n'ait été enregistré aucun assassinat ni emprisonnement d'un journaliste durant la période de l'enquête, soit du 1^{er} décembre 2010 au 30 novembre 2011, d'autres formes d'atteinte à la liberté

de la presse persistent. En effet, le classement mesure y compris l'autocensure et évalue la capacité de critique et d'investigation de la presse et les pressions économiques de plus en plus relevées et qui sont intégrées dans la note finale.

Un questionnaire élaboré pour les besoins de cette enquête et des notes sont attribuées à chaque pays suivant un barème.

ASSASSINAT DES MOINES DE TIBHIRINE

Le juge Trévidic veut exhumer et autopsier les crânes

L'enlèvement et l'assassinat des moines de Tibhirine dans la région de Médéa en 1996 reste un dossier ouvert pour le juge français chargé de l'enquête, Marc Trévidic. Ce dernier, à en croire une information parue aujourd'hui dans l'hebdomadaire français Marianne, désire venir en Algérie pour exhumer et autopsier les crânes des sept religieux.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le juge français a également à l'idée d'entendre sur place une vingtaine de témoins, rapporte *Marianne*. Pour ce faire, note l'hebdomadaire, Marc Trévidic a adressé une commission rogatoire internationale à l'Algérie, rédigée le 16 décembre dernier et traduite en arabe.

L'Agence France Presse (AFP) a, pour sa part, écrit hier qu'elle a confirmé l'information auprès d'une source proche du dossier.

Le juge Trévidic, précise *Marianne*, retiendrait de se rendre à Tibhirine, exhumer les crânes des sept religieux et pro-

céder à leur identification par la pratique d'une expertise ADN pour enfin pouvoir réaliser une autopsie.

L'équipe d'enquête du juge sera composée, précise encore l'hebdomadaire, de deux médecins légistes, d'un expert en empreintes génétiques et d'un photographe de l'identité judiciaire.

A en croire l'hebdomadaire français, la démarche du juge Marc Trévidic a eu l'assentiment des familles des victimes qu'il a réunies en octobre dernier. Il reste maintenant à connaître quelle attitude les autorités algériennes observeront face à la requête du juge français qui, à

travers cette enquête qu'il compte mener en Algérie, remet au goût du jour le fameux «qui-tue-qui?».

L'enlèvement et l'assassinat des 7 moines trappistes en 1996 à Médéa ont vu se confronter deux thèses : celle qui implique le seul Groupe islamique armé (GIA) de Djamel Zitouni et celle, défendue par les «qui-tue-quistes» de tout bord, qui poursuit de jeter la suspicion sur les services de sécurité algériens.

Pourtant, le GIA de Djamel Zitouni a revendiqué l'enlèvement des moines dans la nuit du 26 au 27 mars 2006 puis leur assassinat. Les corps des 7 moines n'ont à ce jour pas été retrouvés. Seules leurs têtes ont été retrouvées.

L'affaire a fait couler beaucoup d'encre et de salive, surtout dans l'Hexagone où «le qui-tue-qui?» a trouvé dans l'assassinat l'occasion de se remettre en scène. Sans grand succès,

puisque l'enquête a entraîné en longueur mais surtout a manqué de trouver indice ou témoignage sérieux qui validerait la suspicion jetée sur les services de sécurité algériens. Il aura fallu attendre 2010 pour voir l'affaire remise au goût du jour et de manière brusque.

Un général, dénommé Buscwalter, qui fut attaché militaire à l'ambassade de France au moment des faits, s'est exprimé, évoquant une probable bavure de l'armée algérienne. Sa version a été largement contestée par des experts en balistique qui ont démontré tout le superflu dans la déposition du général.

D'autant que Buscwalter a dit tenir la confidence d'un frère d'un pilote qui aurait pris à la supposée opération militaire visant à libérer les moines mais qui se serait soldée par la bévée dont a fait part le général.

S. A. I.

nalistes ont évolué dans le temps. Si les journalistes ne craignent plus pour leur vie, leur marge de manœuvre pour s'exprimer est limitée», souligne-t-on.

L. H.

L'ACCROCHAGE
A EU LIEU PRÈS
DE L'AUTOROUTE
À LAKHDARIA
Trois voyageurs
légèrement touchés
par des balles
perdues

Dans la nuit de mercredi à jeudi aux environs de 23 heures, un bus de transport de voyageurs a été pris entre deux feux, au niveau de l'autoroute entre Kadiria et Lakhdaria. Le bus passait au moment où une patrouille de l'ANP était la cible d'un groupe terroriste embusqué sur les hauteurs de la localité de Lahdguia, à l'ouest de Kadiria, à 30 kilomètres au nord-ouest de Bouira.

Immédiatement après, un accrochage s'en est suivi et a duré une vingtaine de minutes. Au même moment, le bus de transport de voyageurs traversait la zone et trois voyageurs furent blessés, touchés par des balles perdues. Fort heureusement, les blessures sont légères, selon des sources sécuritaires.

Après une vingtaine de minutes d'échanges de tirs, le groupe terroriste a réussi à prendre la fuite, à la faveur de l'obscurité.

Le lendemain matin, une vaste opération de ratissage a été déclenchée par les éléments de l'ANP dans toute la région de Lahdguia, à la recherche des auteurs de l'attaque. Hier encore, l'opération de ratissage se poursuivait toujours.

H. M.